

FRENCH COLONIAL HISTORY SOCIETY
SOCIÉTÉ D'HISTOIRE COLONIALE FRANÇAISE
Congrès 2007, La Rochelle, 6-10 juin

Le cycle colonial à travers une famille
par Yves Montenay



De gauche à droite :

Khiem, Pompidou (symbolisant la France) et Senghor étudiant ensemble, personnages de cette saga familiale et, dans un autre contexte, "les 3 couleurs de la francophonie" dont Senghor fut un des fondateurs, Pompidou (ancien professeur de français), un artisan actif et Khiem un illustrateur par ses romans en français.

L'auteur

Yves Montenay a d'abord eu une carrière en entreprise internationale, puis a dirigé une grande école française, deux activités qui lui ont permis de travailler dans et avec des pays du Sud. Parallèlement docteur en démographie politique (pays arabes d'Afrique), enseignant d'économie politique et de géopolitique (IEP, ESCP ...) et président d'une ONG, il intervient surtout dans les domaines des relations Nord-Sud, des pays francophones et des pays musulmans, en veillant à l'interaction entre la démographie, le politique et l'économique.

Membre de la SHCF depuis 2004, il est intervenu aux 3 congrès ayant eu lieu depuis, respectivement sur « Les dérives de l'anticolonialisme », « Démographie et bouleversements politiques en Algérie » et « La guerre des mémoires et l'article 4 ». Le présent texte illustre certains points abordés dans les précédents, mais peut être lu indépendamment.

Abstract

Several members of my family took active participation in the French empire and in the beginning of the post colonial period. I describe in this paper three main figures (an high ranking civil servant, a communist and an entrepreneur), and, briefly, more ordinary ones. As I am now 66, I did ask them in the middle or the end of their lives, and as I have the background (see above) to ask precise historical, economical and political questions, and check in the countries where they worked how was pertinent what they told me, I think that this paper could help to further research in some fields witch, as far as I know, are less studied. Altogether, it gives an active but peaceful picture of the "stabilized" colonial period (roughly between 1910 and the fifties), and a shakier one (specially for the "Vietnamese branch") after. In conclusion, I try to understand why this peaceful picture differs from the more violent one often described in nowadays France.

Communication

Il s'agit plus de témoignages recadrés historiquement et économiquement que d'une communication traditionnelle. Ces témoignages émanent de personnes souvent compétentes, toujours observatrices et ayant chacune une attitude différente par rapport à la vie coloniale. Mon objectif est d'illustrer l'intérêt de la recherche de témoignages dans des milieux n'accédant pas à la publication universitaire, voire à la publication tout court ou à l'archivage, ce qui est le cas de la majorité de la population. Cela afin d'éclairer des documents plus administratifs, techniques ou politiques souvent analysés abstraitement et parfois avec anachronisme (cf. ma communication au congrès FCHS de 2004 pour la question en général, et celle de 2006 pour les groupes concernés en France).

Dans ce qui suit, j'évoque des témoignages familiaux que j'ai pu recadrer historiquement et économiquement du fait de mes activités professionnelles. Je suivrai grossièrement la chronologie et les filiations. Le hasard (ou la logique du système) fait ressortir la différence entre les branches « de colonie à colonie » plus institutionnelles et circulant dans l'empire, et les branches « de métropole à colonie » visant l'installation entrepreneuriale dans une colonie donnée.

LA BRANCHE MARTINICAISE ET LES AFFECTATIONS COLONIALES

Émilie Delaunay

Le premier témoignage est celui d'une créole de la Martinique, Émilie Delaunay (ou de Launay) née en 1873 et mariée à 18 ans avec Joseph Jaham-Dérivaux (1868-1901), un des nombreux descendants d'un des tout premiers colons de l'île, arrivé de Vendée dans les années 1640 et dont un autre descendant est encore aujourd'hui un des « patrons » de l'économie martiniquaise.

Émilie a été élevée dans la deuxième partie du XIX^e siècle dans une petite plantation avec ceux que l'on appelait encore les esclaves et les camarades mulâtres ressemblant à son père et à qui ce dernier payait des études. Pour ne pas les fréquenter elle est placée dans une institution privée d'où elle en ressort vers 15 ans avec une éducation extrêmement rudimentaire. Elle est vite mariée comme il se doit à cette époque et dans ce milieu. Son mari est un aspirant (ou sous-lieutenant ?) de l'intendance des troupes coloniales. Elle le suivra donc en Afrique Occidentale, notamment à Kayes, et se souvient d'étapes où les Africains n'avaient jamais vu d'enfants blancs et parfois pas de femme blanche, puis à Madagascar où elle garde un vif souvenir de Gallieni, et où son mari meurt des fièvres en 1901. Revenue chez son père veuf depuis longtemps, elle le perd, ainsi que ses frères, à l'éruption de la Montagne Pelée en 1902. La voici veuve et orpheline, rejoignant sa sœur mariée à Henri Prêtre et professeur de lettres en Indochine et gagnant péniblement sa vie à Saïgon (un des premières françaises salariée de la colonie, disait-elle). Retraitée en France vers 1930, elle y meurt en 1976 (ayant alors 34 ans, j'avais pu recueillir ses souvenirs). Elle soulignait qu'elle avait toujours 39 ans, car « une femme n'a jamais 40 ans ».

Si la lignée des Jaham a un intérêt historique, le témoignage d'Émilie ne vaut que comme illustration de l'époque. Les témoignages sont plus professionnels avec ses gendres, tous deux fonctionnaires de la République.

LA BRANCHE GUILLAUME

Charlotte (1897–1967), fille d'Émilie rencontre Maurice Guillaume sur le paquebot Marseille-Saigon. Il fera une brillante carrière qui le mènera au poste de directeur de l'agriculture au ministère des colonies.

Maurice Guillaume

Il naît en Tunisie en 1899 d'une famille dauphinoise ; son père était un officier de police souvent chargé de missions à l'étranger, et ayant travaillé avec Clémenceau.

Bachelier « sciences » à Marseille en mars 1918, il est mobilisé en avril dans le Génie, où il participe à la 2^e bataille de la Marne. Après l'armistice il « fait les E.O.R » à l'école Saint Maixent, qu'il quitte avant d'être officier car « il n'y aura plus jamais de guerre » et intègre « l'Agro » (I.N.A.) dont il est diplômé en 1921. Il choisit l'Institut National d'Agronomie Coloniale à Nogent sur Marne comme école d'application. Sorti premier, il reçoit une bourse d'études pour Java (alors Indes néerlandaises) au centre de recherche tropicale alors mondialement connu de Bogor, près de Batavia (Djakarta).

Fin 1922, il est intégré dans les « services de l'Agriculture » du ministère des colonies, qui l'affecte dans l'Union Indochinoise en Cochinchine Cette « union », créée en 1890, regroupe la colonie de Cochinchine et les protectorats du Cambodge, du Laos et surtout d'Annam avec sa « vice-royauté » du Tonkin. Elle est dotée en 1897 de services « Agriculture et commerce » comprenant les forêts, l'élevage, le génie rural et la météo.

Il y est chargé d'une triple mission : la recherche (amélioration de la culture du riz, du poivre, de la canne à sucre, du tabac et ... implantation des truites dans les rivières de montagne), la création d'une mutualité agricole pour faire bénéficier les paysans d'une alternative aux usuriers chinois, et l'enseignement, avec la création d'une école d'agriculture à l'université d'Hanoï, créée en 1918 en remplacement du système mandarinal.

Pendant près de 20 ans, il sillonne la campagne vietnamienne profonde et en garde le souvenir d'une paix et d'une absence d'hostilité totale bien que les Européens, militaires compris, ne soient que 30.000 pour quelques 30 millions « d'indigènes » (environ 100 millions aujourd'hui). Louis Guiton, dont nous parlerons plus bas, voit naître le mouvement nationaliste en ville, mais d'une manière principalement intellectuelle.

En 1940, les Japonais, alliés indirects de Vichy (1) occupent le nord de l'Indochine, puis le sud en 1941. Maurice Guillaume les voit arriver sans plaisir, et est appelé en septembre à Vichy. Le paquebot, qui ne peut passer par Suez, tenu par les Anglais, se fait arraisonner par ces mêmes Anglais au large de l'Afrique du Sud. Il choisit de rallier de Gaulle, mais doit pour cela gagner le Cameroun par les fleuves et voies ferrées de l'intérieur du continent, ce qui prend plusieurs mois (le Congo belge est « ami », car dépendant du gouvernement réfugié à Londres).

En 1942, il est conseiller technique auprès du gouverneur à Douala. Les Européens, déjà très peu nombreux (peut-être 3.000 sur 4 à 5 millions d'habitants, et en majorité Portugais et « Syro-Libanais ») voient les jeunes Français mobilisés dans les FFL (Forces Françaises Libres) qui luttent au nord contre les Italiens (Ethiopie, Fezzan, Tripolitaine). C'est donc très seul au départ qu'il doit faire face à la priorité gaullienne : produire du caoutchouc pour les alliés (un des rares « marchandages » possibles pour de Gaulle, les plantations françaises d'hévéas étant en Indochine, celles des Anglais en Malaisie et celles des Hollandais en Indonésie, toutes entre les mains des Japonais). Il est en outre responsable des cultures de base (européennes ou indigènes): café, quinquina, cacao, et de l'éducation contre l'érosion.

En 1944 il est appelé par René Pleven au commissariat aux Colonies à Alger, qui redevient à Paris le ministère des Colonies, puis de la France d'Outre-Mer. Il y est Directeur pour l'agriculture, l'élevage et les forêts (dont la chasse). Cela pour l'ensemble des colonies, hors protectorats (dans le champ du Ministère des Affaires étrangères) et hors Outre-mer juridiquement français (Algérie et départements d'Outre-mer). Il sera à ce poste jusqu'en 1952.

Dans ce cadre, il est parallèlement directeur de l'E.S.A.A.T. Ex « Institut National d'Agronomie Coloniale » et administrateur d'offices (agences) publics et semi-publics tels que l'Office du Niger, la C.G.O.T. (oléagineux tropicaux), la C.F.D.T. (coton) ou l'ORSTOM (Office pour la Recherche Scientifique dans les Territoires d'Outre-Mer), aujourd'hui l'IRD (Institut de Recherche pour le Développement)

En 1952, il démissionne pour cause de désaccord avec son ministre (PFLIMLIN). Affecté à l'ORSTOM, il est expert auprès de la FAO, de la Banque Mondiale, et de la CCCE (Caisse Centrale de Coopération Economique, future Agence Française du développement), notamment en Casamance, en Océanie, aux Guyanes, au Brésil ... Il prend sa retraite en 1959 et reste un temps expert indépendant.

Il meurt en 1977, profondément choqué par l'image d'exploiteur et d'opresseur attaché au terme « colonial » ; « nous n'étions pas de tels monstres » disait-il. Ayant 36 ans à l'époque, j'ai pu recueillir quelques souvenirs, mais il m'a souvent renvoyé à ses rapports (avis aux chercheurs) et c'est à son fils Yves que je dois les informations factuelles les plus précises.

Yves Guillaume

Né en 1930, Sciences-Po, économiste et juriste, il va « boucler » le cycle colonial en entrant à la Banque d'Etat du Maroc en 1957. La B.E.M avait été créée en 1906 comme Institut d'émission Maroc, alors indépendant (traité d'Algésiras). Cette institution privée (comme alors la Banque de France et beaucoup d'autres instituts d'émission) avait un actionariat international, dont, pour la France, la Banque de Paris et des Pays-Bas (devenue BNP-Paribas, puis aujourd'hui BNP) qui reprendra les participations allemandes et autrichiennes en 1919.

Il a eu à participer à la gestion économique et monétaire de l'indépendance : restitution des « Terres Melk » et indemnisation corrélative de leurs exploitants français, suivi de la masse monétaire et de ses contreparties, adhésion du Maroc au FMI, articulation des relations entre le Maroc et la CEE suite au Traité de Rome (1957), fonctionnement de compte d'opérations « zone franc », mise en place de la monnaie marocaine en zone Nord (où avait cours la peseta).

Fin 1959, cette banque est nationalisée et devient la Banque du Maroc. Yves Guillaume ne pourra y rester, son père étant le cousin du général Augustin Guillaume (2), Résident Général (1951-1955) qui avait déposé le Sultan Mohammed V en 1953. Il peut néanmoins témoigner de la très bonne façon dont s'est matérialisé le passage du pouvoir français au pouvoir marocain dans les domaines qu'il a eu à connaître et du rôle clé des officiers marocains formés en France pour éviter tout dérapage.

La suite de sa carrière le mènera notamment à suivre les affaires bancaires africaines et de travailler dans ce même secteur au Proche-Orient où il constate une place de la France allant très au-delà de son poids économique et géopolitique du fait de l'histoire où la colonisation (en fait un mandat de la Société des Nations) avait découlé de relations plus anciennes (3), et non l'inverse comme pour d'autres colonies.

LA BRANCHE GUITON

Germaine, autre fille d'Émilie se marie à Louis Guiton en 1917

Germaine et Louis Guiton

Louis Guiton, anarchiste et pacifiste est le fils d'un artisan du Marais. En Indochine il travaille dans l'Administration des Douanes. Il contrôlera le passage du chemin de fer du Yunnan, province chinoise que la France cherche à rattacher à sa sphère d'influence (voir la description haute en couleur de Yunnan Fou à la même époque par Lucien Bodard dans *Le Consul -de France- et Le fils du Consul*), puis les Salines du Nord Annam, puis de nouveau la frontière chinoise, cette fois dans la « Haute Région », au nord d'Ha Giang, tâche totalement surréaliste.

Par contraste avec Maurice Guillaume, haut fonctionnaire technique, conscient d'agir dans l'intérêt général (tant de la France que des populations locales), Louis Guiton cultivera ses convictions anticolonialistes avec ses amis vietnamiens (voir ci-après *Sa majesté l'opium*), alors à la fois nationalistes et communistes et s'intéressera au passage de Malraux. Il avait une vue idéalisée de l'URSS qu'il s'est plus tard donné beaucoup de mal pour me transmettre. Le pouvoir colonial laissait faire, se limitant à quelques remarques quand il se souciait « trop » des ouvriers vietnamiens dans telle usine de l'administration.

Il prend sa retraite en 1938, évitant à sa famille les drames de l'occupation japonaise puis de la « guerre d'Indochine » (1945-54). Il vivra jusqu'aux années 1960 et verra ses amis vietnamiens éliminés par le régime de Hanoï ou réussissant à se réfugier à temps en France, voire préférer le régime national-traditionaliste de Diem au Sud-Vietnam, comme le fait son « fils adoptif », l'écrivain Pham Duy Khiem devenu ambassadeur du Sud-Vietnam à l'UNESCO, et connu notamment par la photo des « trois couleurs » (ci-dessus) où il figure à côté de Léopold Sédar.

Germaine vivra jusqu'en 1997 (soit 102 ans comme sa mère). J'ai donc pu bénéficier des récits de mes deux grands-parents, un peu flous dans le domaine économique, mais beaucoup plus documentés et politiquement précis que ceux d'Émilie, qui se souvenait plutôt des bals de garnison de l'Afrique profonde de la fin du XIX^e.

Yvonne Guiton

La fille de Germaine et Louis Guiton naît à Hanoï en 1918. Elle grandira à la frontière de Chine, puis à Haïphong et Hanoï. Arrivant en France avec ses parents en 1938, elle nourrira Léopold Sédar Senghor alors prisonnier des Allemands, mais détenu en France « pour ne pas souiller le sol allemand ». Il sera libéré par le médecin du camp, spécialiste des langues africaines avec qui il avait sympathisé. Elle le retrouvera à Tours, proche de la famille Pompidou.

Son expérience coloniale et celle de ses parents est décrite dans *Sa majesté l'opium* (éditions Hors Commerce, 2001) ; elle reflète leur anticolonialisme et leurs rapports avec leurs voisins européens, chinois, « annamites » et eurasiens.

Elle retournera avec moi au Vietnam en 1989, lors d'un voyage « politique » avec d'anciens militaires français de la guerre d'Indochine qui « boucleront » alors le cycle colonial avec les ex-Vietminh, amers de s'être battus pour avoir régressé sur tous les plans, contrairement à la Thaïlande et à Hong-Kong. Ce fut l'occasion d'assister au départ piteux des derniers Soviétiques, avec qui j'ai pu discuter des causes de leur échec économique au Vietnam.

LA BRANCHE MONTENAY ET L'ENTREPRENARIAT

Yvonne Guiton se marie en 1940 avec Georges Montenay, intégrant ainsi une famille entrepreneuriale ayant aussi une branche coloniale.

Louis Montenay (1905 –1984)

Troisième enfant (sur 9) d'Alfred Clément Montenay (1867-1929) et de Marie-Louise Moineau (1877-1960) qui tenaient un café-charbon à Châtelleraut, ce frère de Georges fondera dans les années 1930 une entreprise en Tunisie et sera à ma connaissance le dernier industriel pied-noir lorsqu'il y mourra en 1984, après avoir traversé la colonisation, l'indépendance, deux crises avec la France, puis le début du développement actuel de ce pays.

Étant en âge de l'interviewer depuis la fin des années 1950, et le voyant assez régulièrement sur place, j'ai pu recueillir son témoignage sur la Tunisie coloniale et post coloniale. Ce témoignage était solide, comme l'a prouvé la deuxième partie de sa carrière qui illustre sa profonde connaissance de la société tunisienne et une certaine intégration. Il a d'ailleurs envisagé de demander la nationalité tunisienne, mais l'ordre juridique imparfait de la Tunisie postcoloniale l'en a dissuadé.

Carrière entrepreneuriale

Sa famille ne pouvant lui payer d'études, il entre dans la vie active en vendant des voitures à Bordeaux. Il part en Tunisie faire son service militaire sur la base aérienne d'El Aouina, puis reste en Tunisie où il vend du matériel agricole. Il s'installe ensuite à Medjez El Bab à 60 km de Tunis dont il deviendra le maire. En 1940 il crée la Sicarem puis les Établissements Louis Montenay avenue de Carthage à Tunis où l'entreprise se trouve encore aujourd'hui. La Sicarem sera détruite par un bombardement le 2 mars 1943 (4).

Pendant l'occupation allemande de la Tunisie, il va en Algérie où il dirige un domaine au Puits près d'Affreville (aujourd'hui Khémis Miliana). Après la seconde guerre mondiale, il retourne en Tunisie où il fonde la Sté d'échanges et compensations France Afrique, représente les nouveaux tracteurs Ferguson, étend son activité au matériel de travaux public (MF industriel, Poclain, PPM, Potain, Wabco) et à un département usinage représentant les moteurs Perkins. Il développe également des activités de stockage de produits agricoles et de maintenance des matériels vendus.

Après l'indépendance de la Tunisie les périodes de prospérité et de récession alterneront en fonction des aléas politiques mais il réussira à rester sur place et à maintenir l'entreprise. A son apogée elle rassemblera 200 personnes et réalisera environ 20 millions d'euros de chiffre d'affaire.

Louis Montenay meurt en octobre 1984 à la tête de son entreprise. Son enterrement rassemble peut-être 2.000 personnes, presque toutes musulmanes.

Apport à la connaissance de la Tunisie

L'agriculture a été pendant presque toute cette période l'activité « réelle » principale de la Tunisie (l'activité « apparente » étant une retombée directe ou indirecte des dépenses de l'Etat français, puis de son aide après l'indépendance). Les très réels succès économiques actuels de la Tunisie ne datent que d'une génération : tourisme, sous-traitance d'entreprises françaises et européennes, accueil de pétrodollars, et maintenant réussite d'entreprises tunisiennes indépendantes ayant « un pied » en France.

Donc l'agriculture était une activité très importante. Sa partie traditionnelle, toujours vitale pour une part de la population, s'était doublée d'une agriculture coloniale moderne dont les établissements Louis MONTENAY assuraient une bonne part de la logistique.

Ces activités commerciales et de services souvent techniques (distribution, stockage, maintenance) ont longtemps été négligés par les théoriciens du développement, notamment des écoles « socialistes », qui se focalisaient sur les productions « matérielles » sans voir que, faute de ces services, une part de la production était perdue et une autre ne correspondait pas aux besoins. Et nous pensons ici tant à la production finale (produits agricoles, biens de consommation) qu'à celle des « facteurs de production », tels les bâtiments, installations techniques ou tracteurs dans le cas que nous étudions, mais aussi, dans d'autres secteurs ou d'autres pays, usines, équipements techniques, réseaux ... Outre leur rôle essentiel dans la production et sa sauvegarde, ces services étaient par-dessus tout utiles par la diffusion extrascolaire des connaissances et des méthodes auprès d'un public bien plus large que celui des techniciens du petit secteur industriel.

Pour la période coloniale, je ne dispose que de témoignages a posteriori de Louis MONTENAY et de « survivants » juifs ou italiens. Ces témoignages peuvent être résumés par le terme « organisation ». Cette « organisation » est bien sûr celle des administrations « à la française » (infrastructures, eaux et forêts ...) qui peuvent, grâce à leurs archives, faire l'objet d'études universitaires classiques, et dont le rôle me paraît sous-évalué ou mal expliqué. Je ne sous-estime pas l'apport ottoman, surtout juridique et fiscal, mais ce n'est pas notre sujet ; ici, je préfère évoquer « l'organisation » micro-économique qui est moins saisissable par l'historien : tenue rigoureuse des stocks, des budgets, des tournées ; toutes choses humbles mais directement utiles au développement. Si la colonisation française en a été l'occasion en ouvrant le pays à des nouveaux venus, son origine culturelle est plutôt anglo-saxonne. Les exigences dans ce domaine venaient soit des implantations d'entreprises de ces pays, soit de leurs filiales françaises soit étaient imposées à leurs distributeurs qui y étaient parallèlement formés.

Certes, cette synthèse reflète l'expérience de Louis MONTENAY, mais on a vu qu'elle touchait une part importante de l'économie (en y comprenant la distribution de carburant, activité liée). Et il est vraisemblable que d'autres secteurs « modernes », plus en vue même si moins importants (les banques, par exemple), formaient également leur personnel à cette organisation.

J'estime que ces activités de logistique, de maintenance, et derrière elles de planning, de méthode, de raisonnement à long terme ont été un apport fondamental, hier de la colonisation, aujourd'hui des entreprises étrangères ou des nationaux formés à l'étranger.

Or du fait de la colonisation puis de la francophonie, ces entreprises et ces formations sont en majorité françaises. D'où un temps l'accusation de néo-colonialisme, vite oubliée devant les bienfaits apportés qui éclairent rétrospectivement l'action des entrepreneurs coloniaux de ce type.

Cet apport colonial a été en partie perdu du fait de la crise de Bizerte (1961) et celle de la « nationalisation » des terres (1964). Ces deux crises firent perdre aux établissements Louis MONTENAY ses clients, ses fournisseurs (arrêt momentané de l'aide française), de son personnel et de sa famille repliée en France. La survie ne fut possible face aux chantages et pressions de toutes natures que par l'enracinement de Louis Montenay dans la société tunisienne.

J'ai ainsi assisté à cette époque et avec ce guide privilégié, au « passage à vide » économique de la Tunisie qui perdit une grande part de ses cadres, à un moment où les

« dragons » asiatiques amorçaient leur décollage en faisant au contraire appel aux capitaux et compétences étrangères. Outre ses cadres, la Tunisie perdit toute une couche moyenne fort utile, surtout juive et italienne. Une illustration en est le cas type du magasinier italien des fermes françaises, dont la fuite rendit instantanément inutilisables les stocks de pièces détachées de matériel agricole, donc le matériel lui-même, donc la production.

La reprise en main bureaucratique de ces fermes par l'Etat tunisien nécessita donc de racheter partout du matériel neuf (phénomène vérifié par les commandes aux établissements Louis MONTENAY). Cette ruine immédiate ne fut pas compensée par une reprise de la production dans les fermes restées aux mains de l'Etat, encore mal gérées aujourd'hui (comme au Maroc, sans parler du cas dramatique de l'Algérie jusqu'aux très récentes privatisations).

Ce passage à vide dura 10 à 20 ans, le temps que les investisseurs étrangers oublient la spoliation (5) des « Européens » et qu'une législation et des comportements moins défavorables se mettent en place. Les importants progrès actuels que nous avons signalés plus haut sont pour une bonne part une conséquence de ces changements, combinés à une alphabétisation quasi totale. Pour les Établissements Louis Montenay il fallut trouver des fournisseurs aux Etats-Unis et reconstituer un personnel avec des cadres tunisiens de France et des jeunes scolarisés du sud tunisien plus disposés à se donner du mal pour cette promotion sociale que certains milieux plus favorisés de Tunis. Rappelons que cette époque est antérieure à l'arabisation de l'enseignement, vaste question qui sort de notre sujet.

René Montenay (1912 -1998)

Ce frère de Georges et de Louis illustre le côté « tête brûlée » de certains coloniaux. Après « avoir fait le cow-boy » pendant la Résistance, il fuit en 1951 « l'imminente arrivée des chars russes » (et sans doute d'autres problèmes). Il exerce à Dakar une activité de distribution d'huile de moteur puis de gaz en bouteille pendant une dizaine d'années. Son comportement l'oblige à repartir. Cet épisode n'a d'autre intérêt que de montrer que le temps des « aventuriers » du début de la période coloniale était terminé : il était arrivé trop tard dans un monde déjà assez stable et policé qui ne les supportait plus.

Yves Montenay

Le fils de Georges Montenay et d'Yvonne Guiton naît en 1941 dans le contexte familial ci-dessus. Il analyse en 1964 pour Radio-Canada les relations entre anglophones et francophones, et est envoyé par Robert de Caix en Acadie « renouer » le contact, ce qui aboutira quelques années plus tard, via Philippe Rossillon, à la signature du traité franco-acadien. C'est l'époque de la « révolution tranquille » où se diffusent les récits épiques (mythifiés ?) de la période coloniale française en réaction au régime « catholique paysan » qui a suivi.

Suit une carrière en entreprise internationale, occasion d'une approche politico-économique et entrepreneuriale des 5 continents dont les pays post-coloniaux, du Québec au Viêt-nam, Laos et Cambodge en passant par le monde arabe. Occasion également d'observer –hors horaires de travail- bien d'autres aspects, et d'être chargé par le Président Senghor du lancement "culturel" du planning familial sénégalais en 1976. Les antécédents familiaux décrits ci avant et ci-après aident à « situer » l'ensemble, tout en étant eux-mêmes structurés par le recul historique et les observations de terrain.

À partir de 1991, sa carrière devient principalement universitaire (doctorat de démographie politique sur les pays arabes d'Afrique) et via des institutions (AUF, grandes écoles) ou par

l'association spécialisée ICEG. Il retourne alors en chercheur sur le terrain collecter des informations contemporaines et des bribes de mémoire coloniale.

La branche vietnamienne

On peut ajouter à tout cela le témoignage de la branche vietnamienne de la famille, avec les échos postcoloniaux des années 1954 à 70, les soubresauts cambodgiens des années 1970, puis la sortie de définitive des rémanences coloniales de 1979 à nos jours. Ce témoignage reste à recueillir de manière détaillée pour illustrer le ressenti des événements ci-après.

Il débute dans les années 1950. Le Cambodge est alors un protectorat paisible et nourissant facilement sa population (cela par opposition à un Tonkin surpeuplé). C'est un protectorat, où règne le prince Sihanouk. Le pays est défendu par les Français qui l'ont sauvé de son annexion par les Vietnamiens et les Thaï. La communauté vietnamienne y est qualifiée (artisans, cadres des institutions et entreprises françaises) et mal vue des Chinois commerçants ainsi que de la masse des Cambodgiens agriculteurs ou pêcheurs. L'indépendance de 1954 ne change pas dans un premier temps la vie économique et quotidienne pour qui n'est pas trop proche des sautes d'humeur du prince, puis la tension va monter avec l'intensité du conflit vietnamien, le Nord utilisant le Cambodge pour tourner l'armée américano-sudiste (évocation bien évidemment sommaire d'une question hors de notre sujet) (7)

Nhan Ngoc Pham née en 1945 dans une famille bouddhiste et caodaïste (6) de Siem Réap (ville des temples d'Angkor) est alors une élève de l'école vietnamienne au programme « diemiste » (nationaliste et traditionaliste, donc « anticolonialiste de droite »). Elle voit plus tard se concrétiser les troubles annoncés par le Général de Gaulle (discours de Phnom-Penh en 1966) et le déchirement de la communauté vietnamienne entre la fidélité à ses patrons français, la pression nationaliste et la propagande communiste.

La fin du pouvoir français et les pressions régionales finissent par générer l'éclatement communautaire et politique du pays avec notamment le coup d'Etat de Lon Nol, le massacre des Vietnamiens en 1970, et la montée puis la victoire des Khmers rouges (1975).

Nhan Ngoc Pham connaît les camps et les massacres de ce régime et parvient à gagner le Vietnam (qui la rejette comme Cambodgienne) puis la France où elle se marie avec Yves Montenay. La nationalité française acquise, elle retourne ponctuellement au Vietnam et au Cambodge, d'où des témoignages très concrets sur le régime policier et affameur vietnamien des années 1980, et sa profonde régression culturelle et humaine.

Les voyages des années 1990 et 2000 voient la renaissance économique par la libéralisation du pays, et l'influence française, malgré la reprise de la coopération, n'être plus qu'une composante parmi d'autres (américaine, bien sûr, mais aussi thaï dans les couches moyennes, chinoise de Hong Kong, japonaise...). Cela marque véritablement la fin du cycle colonial dont 1954 et 1975 peuvent être considérés comme une continuation par l'opposé, le marxisme étant « moderne car européen » comme illustré par Louis Guiton, Malraux et bien d'autres ainsi que par sa transmission par des enseignants français.

Quant au Cambodge, où les élites francophones ont été massacrées quand elles n'ont pu se réfugier à temps en France, il a vu le bref passage des Soviétiques, alors « grand frères » des Vietnamiens ayant chassé les Khmers rouges en 1979 (ce qui m'a valu d'avoir dans ce qui restait de Phnom Pehn Les nouvelles de Moscou en français et la télévision en russe).

C'est l'ONU qui l'a fait sortir du cycle colonial en y introduisant une mondialisation administrative corrompue et anglophone. La coopération française, qui y a également repris, n'est maintenant que le lointain reflet de ce qui paraît rétrospectivement un âge d'or.

CONCLUSION

Les différentes branches de cette famille ont donc vu l'apogée et la fin du cycle colonial, puis l'évolution qui a suivi les indépendances. L'impression générale qui en découle est celle d'une société coloniale quotidiennement paisible tant relativement à « l'avant » et à « l'après » que par rapport aux descriptions axées sur les épisodes violents, et cela même dans les descriptions autochtones ou anticolonialistes. La fréquente polarisation universitaire sur cette violence (très réelle) a engendré une image de la période coloniale qui n'est pas cohérente avec le fait que pendant des décennies un nombre très faible d'Européens (et donc encore plus faible de militaires de cette origine) a été toléré, voire accepté. Bien d'autres témoignages que ceux de cette famille le confirment.

Cette incohérence vient à mon avis d'anachronismes, et en particulier de la projection d'idées d'aujourd'hui dans des époques où elles n'existaient pas, et découle plus globalement de la différence entre une théorisation généralisatrice du « fait colonial », voire du « colonialisme » et les exigences des problèmes concrets qui étaient à gérer « ici et maintenant ». Elle vient aussi de l'ignorance ou de l'oubli de la violence et du mépris pour le faible de certaines sociétés précoloniales (et souvent postcoloniales), violence et mépris qui relativisaient pour « les indigènes » ceux de la période coloniale : les « humiliés » se recrutaient plus dans l'élite (souvent traditionnelle et donc déclassée par la colonisation) que dans le peuple. L'employé d'un Européen, aussi exploité qu'il paraisse à un métropolitain de passage d'alors ou à un chercheur d'aujourd'hui, l'était moins que chez « le Chinois » ou autre employeur local ...quand il avait la chance d'en avoir un ; enfin la paix civile et un ordre public bien défini (même injuste) pouvaient être ressenti comme un progrès. Cette incohérence vient encore de l'ignorance ou l'oubli de la frange de la population qui a vu sa situation économique et/ou sociale s'améliorer à cette époque, du niveau le plus humble au plus élevé, tels les paysans devenus militaires ou petits salariés, ou tels les cadres ou dirigeants de l'administration et du privé qui n'auraient pu percer dans les sociétés féodales ou claniques précoloniales. Une bonne part d'entre eux vit en France aujourd'hui, refoulés pour des raisons politiques, ethniques ou religieuses et sont en général bien intégrés, donc invisibles et non interviewés.

J'ai vu l'information sur ces différents points se perdre et être peu à peu remplacée par la reproduction sans cesse recyclée et décollant peu à peu du réel des « dérives de l'anticolonialisme » (FCHS 2004). Pourtant le recul historique, la meilleure perception des mécanismes économiques et les « mémoires » des acteurs se dégageant des contraintes politiques permettraient des approches moins partielles. Mais le temps qui passe fait aussi disparaître les acteurs, d'où mon appel à tous pour des recherches sur les pistes évoquées ici.

Il faut noter enfin que ces témoignages portent sur la deuxième partie de l'époque coloniale, stabilisée, organisée et portée vers le développement général. Ils ne portent pas non plus sur l'Algérie dont l'histoire coloniale est nettement différente de celle du reste de l'empire.

NOTES

1. Capitale de « l'État français » dirigé par le maréchal Pétain après l'armistice de 1940 et considéré comme l'autorité légale jusqu'au ralliement à la France Libre.

L'Afrique Française Libre (AFL) comprend alors en AEF le Gabon, le Congo-Brazzaville, l'Oubangui-Chari (future République Centre Africaine), le Tchad et le Cameroun, suite au ralliement au général de Gaulle en juin 40 du Gouverneur Général Eboué citoyen français et « noir », ce qui fut alors très remarqué.

2. qui avait fait presque toute sa carrière au Maroc, était arabophone et berbérophone. Il avait aussi participé au corps expéditionnaire français en Italie (1943-1944) ; les "goumiers" de sa division ont eu un rôle déterminant dans la reprise de Monte Cassino, dans la bataille de Garigliano et libération de la ville de Sienna.

3. Protection des chrétiens d'Orient depuis François Ier, influence culturelle pluriséculaire des établissements d'enseignement francophones tout particulièrement religieux, et, plus récemment, la politique pro-arabe du général de Gaulle depuis 1967 (et de Jacques Chirac, mais après le départ d'Yves Guillaume).

4. Lors de la retraite de Rommel, pris en tenaille entre le front libyen et les troupes alliées d'Algérie.

5. Je passe les controverses sur ce terme : au niveau micro-économique que nous décrivons ici, et du point de vue de l'opinion des investisseurs étrangers, c'était bien une spoliation. La controverse n'est justifiée que sur un plan « macro », historique et politique qui dépasse les acteurs individuels.

6. Culte syncrétique du bouddhisme vietnamien, du catholicisme et de l'humanisme français (définition « vécue » par cette famille ; il y en a d'autres)

7. cf les mémoires du général Giap, décrivant l'intervention directe et massive de son armée au Sud, en oubliant la position officielle d'alors selon laquelle il n'aurait fait que soutenir « la résistance » au Sud, et les palinodies corrélatives sur la forme de la table des négociations de Paris (1973).